



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf: DCPI-BICPE/CB

**Arrêté préfectoral imposant à la société FLANDRES
ENROBES des prescriptions complémentaires en vue
de modifier certaines dispositions de l'arrêté
préfectoral du 20 janvier 1982 pour son établissement
situé à LOOS**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1982 autorisant la Société FLANDRES ENROBES - siège social : 4ème avenue Port Fluvial 59120 LOOS - à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2017 actualisant les rubriques autorisées (article 1^{er}) ;

Vu le dossier de porter à connaissance communiqué au Préfet du Nord par courrier du 20 avril 2018 ;

Vu le rapport du 27 juillet 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 10 septembre 2018 ;

Vu les observations de l'exploitant transmis par courriel en date du 27 septembre 2018 portant sur 2 observations relevées suite à l'examen du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le courriel de la DREAL en date du 2 octobre 2018 portant modification au regard des observations de l'exploitant ;

Considérant que le classement administratif de l'établissement est modifié par les modifications envisagées ;

Considérant que des dispositions réglementaires deviennent sans objet du fait des modifications envisagées ;

Considérant qu'il y a lieu d'intégrer ces modifications à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1

La société Flandres Enrobés, dont le siège social est situé 4ème Avenue, Port Fluvial à Loos (59120), ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2

Les activités classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'article 1er de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers à Loos du 20 janvier 1982 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 8/02/2017 est modifié comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Critère de classement	Volume (m3) / tonnage autorisé (t)
2521-1	A	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers	Aucun	220T/h
2517-2	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m²	Transit de matériaux	Surface	17 500 m²
4801	D	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Réservoirs aériens de bitume et émulsion	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	T bitume : 80m³ + 4x60m³ Emulsion : 60m³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Critère de classement	Volume (m3) / tonnage autorisé (t)
4734-2	NC	2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Stockage de fioul domestique	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	
		Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : Inférieur à 50 t au total			CET : 1,4m ³ GNR : 7m ³

Article 3

Les dispositions réglementaires de l'article 8.4 - Prescriptions applicables au procédé de chauffage utilisant un fluide caloporteur de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1982 sont supprimées.

Article 4 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 5 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- Recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai de quatre mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 6 : Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LOOS,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LOOS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de LOOS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (www.nord.gouv.fr - consultations et enquêtes publiques - installations classées pour la protection de l'environnement – Autres ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires) pendant une durée minimale d'un mois.

Fait à Lille, le - 4 OCT. 2018

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Thierry MAILLES

